



ÉLIMINER LA VIOLENCE SEXUELLE ET FONDÉE SUR LE GENRE

Le Canada reconnaît l'importance de prévenir et d'éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi que les pratiques malsaines. Cela permet aux femmes et aux filles de contribuer sur un pied d'égalité aux sphères économiques, sociales et politiques.

Le gouvernement du Canada a travaillé de pair avec Plan international Canada à un projet d'une valeur de 3 millions de dollars afin de mettre fin aux mariages d'enfants et aux mariages précoces ou forcés. Ce projet a contribué à l'adoption d'une Loi type de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe afin de mettre fin aux mariages d'enfants et de protéger les jeunes filles déjà mariées. La Loi type comporte des dispositions concernant l'emprisonnement et permet à l'enfant de mettre fin à un mariage s'il le désire. Cette Loi aborde aussi l'absence d'enregistrement à la naissance, ce qui rend la détermination de l'âge difficile lorsque vient le temps d'appliquer les lois en matière de mariages d'enfants.

Le projet réalisé avec Plan international Canada a permis d'organiser des rencontres d'intervenants à l'échelle nationale au Zimbabwe, y compris avec les représentants du gouvernement et les organisations de la société civile. Lors de ces rencontres, les promoteurs du projet ont partagé les dispositions de la Loi type et ont réclamaré que celle-ci ait force de loi. Par conséquent, un projet de loi sur le mariage en voie d'élaboration pourra intégrer les dispositions de la Loi type.

Le gouvernement du Canada a aussi collaboré avec CARE Canada à un projet d'une valeur de 3 millions de dollars afin de prévenir les mariages d'enfants ou les mariages précoces ou forcés au Mali et au Bénin. Il s'en est suivi de nombreux changements de comportement positifs en ce qui concerne certaines normes socioculturelles associées à ces mariages

dans huit communautés ethnoculturelles du Bénin. Dorénavant, moins d'aînés de la collectivité encouragent la pratique du mariage d'enfants et du mariage précoce ou forcé. Le pourcentage d'autorités traditionnelles, de représentants locaux élus et de conseillers religieux qui défendaient cette pratique a baissé de 41,7 % à 15,5 %.

En 2016-2017, Oxfam Canada a entrepris une étude sur la violence faite aux femmes et aux filles, sur les mariages d'enfants et sur les mariages précoces ou forcés. Cette étude, faisant partie d'une nouvelle initiative de protection et d'autonomisation, se concentrait sur le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan et les Philippines. L'étude a entre autres permis de créer 109 groupes de jeunes et 17 groupes communautaires dans trois pays afin de sensibiliser les gens aux droits des femmes et des filles. Au Bangladesh et au Pakistan, des campagnes médiatiques de masse ont été lancées dans le cadre de la Journée internationale de la femme. Ces campagnes ont permis de partager des informations sur la violence faite aux femmes et sur le rôle des membres des collectivités pour y mettre fin.

Au Salvador et au Nicaragua, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) appuie un projet visant à prévenir la violence envers les femmes, les enfants et les jeunes. Le projet encourage principalement les jeunes hommes à adopter des attitudes et pratiques non violentes en rejetant la croyance qu'il est naturel pour les hommes d'être violents. Le projet se concentre aussi sur l'étude des circonstances dans lesquelles ces croyances peuvent émerger. Le projet 2015-2017 examine comment l'instauration de meilleures approches pour promouvoir la non-violence parmi les jeunes hommes peut prévenir et réduire la violence dans les sphères publiques et privées. De plus, les conclusions du projet alimenteront les débats sur les politiques et amélioreront les interventions sur ce plan.

